

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il nous dire à quel moment il compte prendre une décision et s'il annoncera cette décision à la Chambre?

**L'hon. M. Jamieson:** Monsieur l'Orateur, je ne puis indiquer au juste quand la décision interviendra, sinon qu'elle sera prise le plus tôt possible. De telles communications n'ont pas été faites jusqu'ici à la Chambre. Cependant, je ne vois aucun inconvénient à procéder de la sorte ou à déposer la décision à la Chambre.

#### TRENTON (N.-É.)—LA CESSATION DU SERVICE DE L'EASTERN PROVINCIAL AIRWAYS

**M. H. Russell MacEwan (Central Nova):** Monsieur l'Orateur, le ministre des Transports nous dirait-il pourquoi, vu qu'il a déclaré qu'il entendrait les appels présentés par les transporteurs au sujet de la demande de la Transair, il a refusé d'entendre un appel dans l'affaire de la Eastern Provincial Airways qui cesse de desservir l'aéroport de Trenton (Nouvelle-Écosse)?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, il ne s'agissait pas pour moi d'entendre ou de ne pas entendre l'appel. Le député est si persuasif que j'aurais entendu toute la Nouvelle-Écosse s'il me l'avait demandé, mais je n'y étais pas autorisé légalement, car ce cas est bien différent de celui dont il est question.

### LA SOUVERAINETÉ

#### L'ARCTIQUE—LA NOTE DES ÉTATS-UNIS VISANT L'ATTITUDE DU CANADA

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Monsieur l'Orateur, j'aurais voulu poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Peut-être le ministre suppléant ou le premier ministre voudra-t-il répondre en son absence. A-t-on reçu récemment du gouvernement des États-Unis une note très sèche protestant contre la tentative faite par le gouvernement canadien pour affirmer la juridiction sur une distance de 100 milles à partir du continent et des îles arctiques dans le Nord? Cette note indique-t-elle que des sanctions très graves à caractère économique et autre seront exercées en représailles par les États-Unis?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, qu'il me soit permis de répondre que le ministre n'a pas à être

présent ici aujourd'hui. Je sais qu'il a été demandé à notre ambassadeur à Washington, il y a une heure, de rencontrer des représentants du Département d'État dans cette ville. Je ne sais évidemment pas ce que la note contient. Le député d'en face le sait donc?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Baldwin:** Nous avons nos propres sources de renseignements, monsieur l'Orateur. Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme le débat sur ce bill est prévu pour jeudi, le premier ministre essaiera-t-il de faire connaître avant cette date le contenu de cette note, s'il la reçoit, afin qu'il en soit tenu compte pendant le débat?

**Le très hon. M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, je ne connais pas les procédures internationales et je ne suis pas certain qu'une note de cette nature soit destinée à être rendue publique. Je suis persuadé que si le gouvernement américain désire que l'opposition en ait une copie, il veillera à ce que cela soit fait.

**M. Baldwin:** Lisez vos communiqués.

### LA DÉFENSE NATIONALE

#### L'ÉTABLISSEMENT D'UN QUARTIER GÉNÉRAL DANS L'ARCTIQUE

**L'hon. J. A. MacLean (Malpègue):** Monsieur l'Orateur, j'aurais une question pour le ministre de la Défense nationale. Le gouvernement a-t-il décidé d'établir un quartier général et une base dans l'Arctique? Quand sera-t-il en mesure de fournir des détails en ce qui concerne le temps, le lieu et l'objectif?

**L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale):** Oui, monsieur l'Orateur, on a pris une décision. Le but de mon voyage de la semaine dernière était de confirmer certains détails et de recueillir de nouveaux faits. En fait, ces nouveaux faits...

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. M. Cadieux:** Ces nouveaux faits sont présentement analysés et j'espère pouvoir faire une déclaration cette semaine.

**M. Nowlan:** Est-ce un fait avéré?

**L'hon. M. MacLean:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Les crédits pour les installations projetées entreront-ils dans les prévisions supplémentaires dans l'année financière en cours ou dans celles qui sont déjà établies?